

## L'ACCAPAREMENT DES TERRES

### Dénonçons l'accaparement des terres !

Imaginez que vous soyez soudainement dépossédés de la terre sur laquelle votre famille a travaillé pendant plusieurs générations et qu'elle soit achetée par des entreprises florissantes ou des gouvernements pour produire de la nourriture, des biocarburants ou tout simplement pour réaliser un investissement profitable à d'autres, vivant souvent très loin. Vous assistez impuissants au défrichage de vastes surfaces pour faire place à des monocultures tandis que les cours d'eau sont pollués par les rejets et les produits chimiques.

Malheureusement, cela se produit en ce moment partout dans le monde, particulièrement en Afrique, en Amérique Latine, en Asie, en Océanie et en Europe de l'Est. La plupart de temps, il s'agit d'un phénomène légal.

Le terme « accaparement des terres » est utilisé pour décrire l'achat ou la location de surfaces importantes de terres fertiles par des organismes privés ou publics, un phénomène qui a pris un essor significatif à la suite de la crise économique et alimentaire mondiale de 2007-2008. Aujourd'hui, l'accaparement des terres concerne des milliers d'hectares, une surface équivalente à l'Espagne, et s'étend de jour en jour.

Le transfert de vastes parcelles de terres arables hors de portée des communautés locales met en péril leur souveraineté alimentaire, et menace même jusqu'à leur existence. De même, il constitue un fléau pour l'environnement et la biodiversité en favorisant les monocultures intensives basées sur le recours aux engrais et aux pesticides.

Slow Food a lancé en 2010 une campagne à l'échelle mondiale pour mettre un terme à l'accaparement des terres.

En complément de cette campagne de sensibilisation internationale, Slow Food travaille avec des communautés dont les terres font souvent l'objet d'intérêts spéculatifs de la part de ces nouveaux colons, tels que les producteurs des Sentinelles et les communautés des Mille Jardins en Afrique. Ces projets réaffirment le droit de chacun à la souveraineté alimentaire et à une alimentation bonne, propre et juste en se concentrant sur le développement de l'agriculture durable et la sauvegarde des savoirs liés à la production alimentaire.

Que pouvez-vous faire ? Explorez cette section pour en apprendre davantage sur l'accaparement des terres, signez les pétitions en ligne, parlez-en autour de vous, agissez en soutenant les projets de Slow Food.

Écrivez-nous à [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com) pour nous faire partager vos expériences, vos commentaires ou vos idées.

Cette section fait partie de la « Collaboration entre Slow Food et la Région Piémont pour les actions en Afrique Subsaharienne ».



# Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## Vue d'ensemble

- Plus de 60 pays dans le collimateur des investisseurs et des gouvernements
- Dans le monde, on estime que le total des surfaces concernées par l'accaparement des terres va de 80 millions d'hectares (ILC, 2011) à 227 millions d'hectares (Land Matrix, 2011) loués ou vendus depuis 2001
- Klaus Deininger, économiste à la Banque mondiale, estime que 30 % des terres agricoles disponibles dans le monde font actuellement l'objet de négociations.
- High Quest Partners estime que 10 à 25 millions de dollars ont déjà été investis uniquement par le secteur financier privé (2010). Toujours selon High Quest Partners, cette somme sera doublée ou triplée à l'avenir.
- GRAIN (2011) a identifié les fonds de pension comme étant les plus gros investisseurs dans les terres agricoles, avec un total de 30 trillions de dollars sous leur gestion, dont 15 à 20 milliards dans les terres agricoles et l'agriculture.

---

Dans un monde où la population augmente rapidement et de manière exponentielle, l'accès à la terre et à l'eau sont des éléments de pouvoir décisifs.

« L'accaparement des terres » désigne l'acquisition à grande échelle de terres agricoles dans un but commercial, comme l'alimentation et la production de biocarburants. De même, les investisseurs peuvent acheter de la terre dans un but purement spéculatif, en pariant sur la volatilité des prix fonciers et alimentaires. Aussi appelé « investissements directs à l'étranger » (IDE), le terme « accaparement des terres » est né ces dernières années pour qualifier un phénomène qui se développait dans des proportions préoccupantes.

La forte augmentation des prix alimentaires en 2007/2008 a attiré l'attention de nombreux investisseurs vers un secteur autrefois délaissé, et provoqué l'arrivée des investissements spéculatifs dans l'agriculture des pays en développement.

Aujourd'hui, ces investissements s'orientent surtout vers les marchés émergents d'Amérique latine et d'Asie. On les retrouve aussi de plus en plus souvent en Afrique subsaharienne. Rien qu'en Afrique, les investisseurs publics et privés ont déjà loué ou acheté des millions d'hectares de terres agricoles (environ 46 millions d'hectares selon des chiffres de 2010).

La plupart des contrats de bail courent sur une période de 50 à 99 ans.

L'appropriation de l'accès à l'eau qui va de pair avec l'accaparement des terres passe le plus souvent inaperçue. L'eau fait l'objet d'un intérêt particulier de la part des investisseurs, puisque sans elle même la plus fertile des terres ne serait d'aucune utilité. Paradoxalement, dans certains cas les droits à l'eau sont cédés gratuitement. Concéder le droit à l'eau à des investisseurs privés peut porter gravement atteinte aux conditions de vie des populations déjà directement affectées par la perte de leurs terres.

Les pays d'accueil à la recherche de nouvelles sources de revenus et d'investissements étrangers sont pris pour cible par les investisseurs attirés par les terrains à bas prix. Dans de nombreux cas, les investisseurs étrangers profitent d'une législation sur les droits de propriété inexistante ou très confuse, voire des réformes agraires. Les communautés vivant sur place sont forcées de partir et leurs terres sont détournées au profit d'opérations agricoles à grande échelle, le plus souvent destinées à l'exportation de nourriture et d'agro-carburants, ce qui va à l'encontre de la sécurité alimentaire locale. Les investisseurs n'hésitent pas à insister sur la nature vertueuse de leurs opérations en faisant miroiter des bénéfices tels que la création d'emplois, de logements et d'infrastructures pour les communautés locales. Malheureusement, il est rare que ces promesses se concrétisent ;

La plupart du temps, les accords fonciers penchent fortement du côté des investisseurs. Même lorsque les communautés locales ne sont pas déplacées, elles perdent l'accès aux terres arables et la terre elle-même se retrouve privée de sa fertilité et de sa biodiversité.



Slow Food®

**Dénonçons l'accaparement des terres !**

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

Dans de nombreux cas, les communautés locales se sont mobilisées pour défendre leurs territoires contre les investisseurs opérant depuis l'étranger et souvent soutenus par les gouvernements locaux. Leur combat est néanmoins rendu difficile par la distance entre eux et les investisseurs, sans oublier des mécanismes politiques et légaux souvent confus qui ont tendance à favoriser les promoteurs.

## QUI ?

Les investissements dans les terres accaparées sont réalisés à la fois par des organismes publics (des gouvernements qui travaillent avec des entreprises privées et les soutiennent) et des entités privées telles que des multinationales, des banques et des fonds de pension.

L'expansion rapide de l'accaparement des terres a été favorisée par le rôle ambigu de la Banque mondiale, à la fois capable d'exprimer ses préoccupations quant à cette situation et de soutenir les investisseurs étrangers et publics tout en aidant les gouvernements « d'accueil » à modifier leur législation et leur situation politique afin de favoriser le transfert de grandes possessions foncières.

La cession des terres de manière aussi aisée découle aussi du manque de vision à long terme des gouvernements et, parfois, de la corruption.

Les paysans qui vivent sur les terres faisant l'objet de ces négociations sont pratiquement toujours en position de grande vulnérabilité. La raison principale est que dans de très grandes régions du monde, notamment au sein des groupes indigènes, l'accès à la terre agricole est basé sur des pratiques et des coutumes traditionnelles qui ne sont pratiquement jamais écrites ou reconnues par les lois et les procédures nationales. Dans les cas très rares où les fermiers disposent d'un titre de propriété, les négociations et les transactions sont extrêmement déséquilibrées.

### Qui s'empare de la terre ?

#### *Les fonds spéculatifs :*

Un fonds spéculatif est un fonds d'investissement visant à générer un retour très élevé grâce à une gestion agressive et des investissements à haut risque. En agissant à l'échelle nationale ou mondiale, ces fonds sont très flexibles et peuvent avoir recours à différentes stratégies d'investissement comme l'acquisition avec effet de levier (LBO), la vente à découvert ou les positions dérivées. Les fonds spéculatifs sont souvent ouverts à un nombre limité d'investisseurs et requièrent un investissement minimum de départ très élevé, ce qui leur a valu une réputation de « fonds pour les super-riches ».

Ces fonds obéissent le plus souvent à des réglementations très minces qui ont poussé certains gouvernements à bannir les pratiques employées par les fonds de pension.\* 1 En tant qu'entités privées, elles ne sont pas obligées de révéler leurs activités à des tiers, ce qui limite la transparence et complique encore davantage toute régulation effective. Néanmoins, des paradis fiscaux comme les Îles Vierges britanniques ou les Île Caïman s'emploient à créer des conditions favorables aux fonds spéculatifs en adoptant des réglementations fiscales et des services en leur faveur. Malgré tout, les fonds spéculatifs comportent plus de risques, puisque leurs gérants spéculent sur un retour élevé.

#### *Les fonds de pension :*

Généralement, un fonds de pension est un ensemble d'avoirs géré par un employeur ou un intermédiaire afin de générer une retraite pour les employés. L'employeur et les employés contribuent au fonds dans le but de générer une croissance stable sur le long terme. En 2008, Morgan Stanley a estimé que les fonds de pension géraient plus de 20 trillions de dollars en avoirs, ce qui en fait le plus gros investisseur institutionnel sur le marché financier. Ces fonds peuvent être publics, comme le Fonds d'investissement de pension



Slow Food®

**Dénonçons l'accaparement des terres !**

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

du gouvernement japonais et ses 1 370 milliards de dollars en avoirs, ou privés comme le Plan de retraite canadien des enseignants de l'Ontario qui gérait 96,4 milliards de dollars canadiens en 2009. Ce pouvoir financier énorme en fait des actionnaires importants au sein de nombreuses sociétés.

#### *Les fonds souverains :*

L'Institut américain pour les fonds souverains les décrit comme des « fonds d'investissements appartenant à l'État composés d'avoirs financiers tels que des actions, des obligations, des biens immobiliers ou d'autres instruments financiers ». Leur financement provient de l'épargne de l'État et des réserves de la banque centrale obtenues par échange et surplus budgétaires, ce qui les rend moins obnubilés par les profits. Les nations dépendantes des exportations de matières premières peuvent choisir de créer des fonds souverains afin de se protéger contre la volatilité des prix de ces denrées. Les gouvernements peuvent aussi tout simplement décider de ne pas orienter l'argent vers une consommation immédiate mais plutôt de constituer une épargne pour l'avenir, afin de pouvoir parer à tout événement imprévu.

Toutefois, les fonds souverains peuvent aussi être utilisés pour augmenter le contrôle sur des industries d'importance stratégiques pour d'autres États, comme en janvier 2008 lorsque des fonds souverains du Koweït, de Corée du Sud et de Singapour ont apporté la majeure partie des 21 milliards de dollars nécessaires à sauver Citigroup et Merrill Lynch de la banqueroute.\*2 Depuis lors, ces fonds, surtout ceux du Moyen Orient et d'Asie, ont joué un rôle prépondérant dans le maintien du système financier occidental.

#### *Fonds de capital investissement :*

Ces fonds n'agissent pas à proprement parler sur le marché des actions mais constituent au contraire des partenariats limités à échéance fixe (souvent 5 ou 10 ans). Les sociétés de capital investissement collectent et gèrent plusieurs fonds qui investissent dans des sociétés, appelées « sociétés en portefeuille ». Un fonds est composé d'un partenaire général (la société de capital investissement) qui collecte des capitaux auprès d'investisseurs institutionnels (fonds de pension, compagnies d'assurance, banques commerciales, fonds spéculatifs) et d'une série de partenaires limités, le plus souvent des personnes au patrimoine important. Les fonds de capital-investissement achètent souvent des sociétés sous-évaluées en Bourse et les transforment en des sociétés privées. L'objectif ultime est de générer un retour (appelé taux de rentabilité interne) sur les investissements effectués en vendant la société ainsi créée à une société plus grande (vente de commerce) ou à un autre fond de capital investissement (vente secondaire).

\*1 - Kollewe J. « Naked short-selling: German minister, confidant of EU-wide ban », The Guardian. 25 juin 2010

\*2 – « The invasion of the sovereign-wealth funds » The Economist, 17 janvier 2008



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## SES FORMES

L'accaparement des terres peut être séparé en trois catégories générales : les investissements d'ordre alimentaire, la production de biocarburants et les spéculations strictement agricoles.

### Investissements d'ordre alimentaire

Deux acteurs se partagent cette catégorie, qui regroupe environ un tiers de tous les accaparements de terre autour du monde. Des fonds d'investissement publics, souvent originaires de la région du Golfe, investissent dans des terres arables à l'étranger pour répondre aux problématiques de sécurité alimentaire nationales. Ces fonds souverains (cliquez ici pour en savoir plus) sont à l'origine d'un grand nombre d'accaparements de terre, notamment en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

Les groupes de l'industrie agroalimentaire fournissent en quelque sorte les fantassins de ces opérations foncières : ils sont mandatés par les investisseurs pour effectuer le travail sur place, mais agissent de plus en plus souvent de leur propre initiative en achetant des terres pour leur propre compte. Le secteur agricole est particulièrement attractif pour ces entreprises, puisqu'il permet à la fois de diversifier leur portefeuille et de réduire les risques. Les groupes agroalimentaires ne limitent pas leurs investissements aux terres agricoles et à la production ; ils sont aussi présents dans la transformation et la distribution, ce qui leur permet d'accroître leur contrôle sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

### Biocarburants

La hausse du prix du pétrole et l'intérêt porté aux énergies renouvelables a entraîné une augmentation importante de la production des biocarburants au cours de la dernière décennie. Dans certains pays, des subventions ont rendues les cultures destinées à la production de biocarburants plus attractives que les cultures alimentaires, entraînant une reconversion des terres autrefois utilisées pour la production alimentaire. Cela influe directement sur l'approvisionnement en nourriture et joue donc un rôle important dans la variation des prix alimentaires. Selon le rapport « Les droits fonciers et la ruée sur les terres » publié en décembre 2011 par 40 organisations, plus de 50 % des procédures d'accaparement de terres ont pour but la culture de biocarburants. Les militants affirment que l'accaparement des terres est encouragé par les objectifs de l'UE visant une proportion de 10 % de biocarburants parmi les autobus et autocars d'ici 2020.

### Spéculation agricole

Lorsque les marchés financiers se sont effondrés au cours de la crise économique de 2008, les directeurs de fonds et les investisseurs ont commencé à se détourner des biens purement financiers comme l'immobilier pour se tourner vers les terres agricoles ou les produits agricoles de base. Ils ont estimé que les profits étaient supérieurs et les risques moindres, principalement pour deux raisons :

- La hausse constante des prix alimentaires induit une augmentation du loyer des terres, ce qui encourage à investir dans des terres à bas prix situées dans des pays en développement.
- L'augmentation des subventions à la production agricole, du fait d'une plus grande demande alimentaire mondiale, et l'épuisement progressif des ressources telles que l'eau et la terre adaptée à une production agricole.

Plus particulièrement, les fonds spéculatifs et les fonds de capital-investissement en ont profité pour acheter ou louer des terres à ces conditions spéculatives.



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## SES RÉPERCUSSIONS

### Les conséquences sociales et écologiques de l'accaparement des terres...

L'investissement dans les régions rurales est essentiel à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales et peut également favoriser la protection de l'environnement. Toutefois, les promesses de création d'emplois, de meilleures infrastructures et de durabilité impliquent souvent des coûts importants ou finissent par tomber à l'eau.

Dans le cas des investissements fonciers à l'étranger, l'ensemble des conséquences sociales et écologiques trop souvent négatives dépasse de loin les avantages potentiels pour le pays concerné. Les investisseurs peuvent théoriquement privilégier une situation aussi profitable pour les communautés que pour eux-mêmes, mais c'est rarement le cas.

Les régions touchées par l'accaparement des terres sont le plus souvent des réserves naturelles isolées et en grande partie encore intactes, peuplées de paysans à petite échelle pratiquant l'agriculture vivrière. Les connaissances et pratiques agricoles traditionnelles de ces agriculteurs peuvent jouer un rôle important dans la sauvegarde de l'écosystème, puisque ces fermiers et éleveurs cultivent les variétés locales et perpétuent les races locales sur cette même terre depuis plusieurs générations. Toutefois, s'ils reçoivent ces terres en héritage de leur père, il n'existe le plus souvent aucun document public pour en témoigner et la propriété de la terre n'est pas officiellement reconnue.

Lorsque les paysans sont contraints de quitter leur terre, ils ne reçoivent généralement aucune compensation. Beaucoup d'entre eux se retrouvent à devoir émigrer vers les bidonvilles des grandes agglomérations pour chercher un autre travail et vivent souvent de manière précaire.

Il a été fait état d'incidents très violents impliquant le déplacement de communautés entières, comme dans la région de Gambela en Éthiopie où 70 000 résidents ont été forcés à partir pour laisser place à une entreprise agroalimentaire multinationale (Human Rights Watch, 2012).

Lorsque les communautés laissent leur terre aux développeurs étrangers, l'équilibre délicat entre l'usage de la terre par l'homme et son environnement se retrouve fragilisé. Les investisseurs du secteur agroalimentaire privilégient l'agriculture industrielle à grande échelle, qui est l'une des principales causes de nuisances écologiques.

Un usage non-durable d'engrais chimiques et de pesticides peut affecter négativement la qualité du sol et des eaux, voire rendre la terre inutilisable pour plusieurs années. Les monocultures à grande échelle et l'introduction d'espèces végétales étrangères comme des plantations de palmiers, de jatrophas ou d'eucalyptus, une situation récurrente dans les cas d'investissements fonciers, sont susceptibles d'influer sur la biodiversité et d'endommager gravement les écosystèmes locaux. Les techniques de défrichage et d'agriculture à grande échelle sont réputées pour favoriser l'érosion dans des régions déjà sensibles à ce problème.



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## SLOW FOOD EN ACTION

### L'association internationale

---

Slow Food lutte pour mettre fin à toutes les formes d'accaparement des terres grâce à ses 1 500 conviviaux et ses projets internationaux, comme les [Sentinelles](#) et les [Mille Jardins en Afrique](#). Le réseau Terra Madre, fondé par Slow Food en 2004, a accueilli plusieurs communautés touchées par ce phénomène, comme les bergers Karrayu du district de Fantalle en Éthiopie.

En Colombie, le convivium Slow Food Bogotá Centro fait partie d'une coalition contre l'accaparement des terres appelée [Coalición Nacional Contra el Acaparamiento](#).

Rejoignez-nous !

Écrivez à [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com) pour nous faire part de vos initiatives ou nous suggérer de futures actions.

### Pétitions

---

Appel de Dakar - [Signez la pétition !](#)

Via Campesina a lancé cette pétition internationale contre l'accaparement des terres à la suite du Forum Social Mondial qui s'est déroulé au Sénégal en 2011.

[Déclaration de la société civile sur le financement de l'accaparement des terres](#) - Slow Food et 60 organisations de la société civile demandent aux fonds de pension et aux autres institutions financières de ne plus investir dans la spéculation sur les terres agricoles.

Rejoignez la [déclaration de la société civile sur la directive concernant les marchés d'instruments financiers - la régulation financière de l'UE doit juguler la spéculation alimentaire](#)

Des organisations de la société civile ont pressé l'Union Européenne et les membres du Parlement de transformer la réforme de la directive concernant les marchés d'instruments financier, et la nouvelle régulation qui en découle, en une opportunité de mettre un terme à la spéculation sur l'alimentation et sur les marchés des autres produits dérivés.

[Les communautés de Terra Madre protestent contre l'accaparement des terres malgaches](#)

En 2009, Slow Food a soutenu les communautés malgaches dans leur lutte contre Daewoo et a fait circuler la « [Pétition halte aux expulsions des familles malgaches et à l'accaparement des terres à Madagascar](#) ».

[Halte à l'accaparement des terres](#) - La Fondation Slow Food pour la Biodiversité a uni ses efforts à ceux d'autres organisations dont Via Campesina, FIAN, Land Research Action Network et GRAIN pour protester contre l'accaparement des terres et dénoncer le soutien que lui apporte la Banque Mondiale.



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## Conférences

---

Turin, Italie, Salone del Gusto et Terra Madre

22 Octobre 2010

Qui vole les terres d'Afrique ?

Présentée par la Fondation Slow Food pour la Biodiversité et le Conseil régional du Piémont

Avec Franca Roiatti, auteur de *Il nuovo Colonialismo*, Edizioni Università Bocconi, Milan ; Ralava Beboarimisa, Collectif pour la défense des Terres Malgaches ; Clara Jamart, AGTER ; Nyikaw Ochalla, Province de Gambela en Éthiopie ; Antonio Onorati, président de Crocevia ; Giovanna Quaglia, Conseiller régional du Piémont aux finances, aux ressources humaines et à l'égalité des chances.

Turin, Italie, Salone del Gusto et Terra Madre

27 Octobre 2012

Faim de terre

L'agenda est en cours de finalisation

## Publications

---

Bande dessinée « Exposons l'accaparement des terres ! »

La bande dessinée « Exposons l'accaparement des terres ! » produite par Slow Food avec l'illustrateur éthiopien Tamru Yilak Bezabh présente un exemple dramatique d'achat de terre fertile en Afrique et ses conséquences potentielles.

[English](#) | [Français](#) | [Português](#) | [Italian](#)

Magazine Slowfood

Édition 47/2010, articles par : Franca Roiatti, auteur de *Il nuovo colonialismo*; Serge Michel, auteur de *Chinafrica* ; Jean Ziegler et Oliver De Schutter, respectivement ancien et actuel Rapporteur Spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Grain ; et Nyikaw Ochalla, réfugié politique.

Livres par Slow Food Editore

Food Rebellions, par Eric Holt-Giménez et Raj Patel

Food Movements Unite!, Collection d'essais par Eric Holt-Giménez

2033 – Atlante dei futuri del mondo, par Virginie Raison



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)



## CULTIVONS

Cultivons est une campagne d'ampleur internationale lancée en 2011 par Oxfam International afin de construire un futur où chaque habitant de la planète aura suffisamment à manger.

L'accaparement des terres est l'une des principales cibles de la campagne, en tant que composante fondamentale du système pervers que nous tentons de modifier.

Slow Food est partenaire de Cultivons, avec la Global Campaign for Climate Action (Campagne mondiale pour l'action climatique) et l'International Land Coalition (Coalition internationale pour la terre).

Pour en savoir plus sur Cultivons et/ou pour souscrire aux informations relatives à la campagne, [cliquez ici](#).



**Dénonçons l'accaparement des terres !**

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## RESSOURCES

Pour plus d'information au sujet de l'accapement des terres, voici une liste d'organisations, de présentations, de vidéos, de livres et d'autres éléments de référence.

Vous pouvez également utiliser notre matériel de campagne Slow Food Halte à l'accapement des terres, disponible en quatre langues.

### Déclarations

[Déclaration de la société civile sur le financement de l'accapement des terres](#) : Il faut mettre un terme à l'accapement des terres par les fonds de pensions et d'autres institutions financières, Juin 2012, déclaration commune de Slow Food et 60 autres organisations.

[Déclaration du Forum pour la souveraineté alimentaire, Nyéléni 2007](#)

### Études de recherche

#### *Anglais*

IIED, FAO et IFAD, 2009 - [Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa](#) (Accapement des terres ou opportunités de développement ? L'investissement agricole et les transactions foncières internationales en Afrique)

Oakland Institute, 2009 - [The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor](#) (Le grand accapement des terres : la ruée sur les terres agricoles du monde menace la sécurité alimentaire des plus pauvres)

Oxfam, 2011 - [Land and Power: The growing scandal surrounding the new wave of investments in land](#) (Terre et pouvoir : le scandale grandissant autour de la nouvelle vague d'investissements fonciers)

International Land Coalition, 2011 - [Land Rights and the Rush for Land](#) (Les droits fonciers et la ruée sur les terres)

FoEE, 2012 – [Farming Money: how European banks and private finance profit from food speculation and land grabs](#) (Cultiver les profits : comment les banques européennes et la finance privée profitent des spéculations alimentaires et de l'accapement des terres)

The Gaia foundation, 2012 - [Opening Pandora's Box - A New Wave of Land Grabbing for the Extractive Industries and The Devastating Impact on Earth](#) (Ouvrir la boîte de Pandore - Une nouvelle vague d'accapement de terres pour les industries extractives et ses terribles répercussions sur la Terre)

#### *Spanish*

[Estudio de la FAO halla intensos procesos de concentración y extranjerización de tierras en América Latina y el Caribe](#)

[Sergio Gómez E. - Reflexiones sobre la dinámica reciente del mercado de la tierra en América Latina y el Caribe](#)

[Miguel Murmis et María Rosa Murmis - El Caso de Argentina](#)



Slow Food®

Dénonçons l'accapement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## Documents

Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, FAO, Mai 2012

Les fonds de pension impliqués dans des acquisitions de terres agricoles à partir de juin 2012, GRAIN, Juin 2012

## Organisations

GRAIN [grain.org](http://grain.org) | [farmlandgrab.org](http://farmlandgrab.org)

Friends of the Earth Int (FOE) [foe.org](http://foe.org)

FIAN [fian.org](http://fian.org)

International Land Coalition [landcoalition.org](http://landcoalition.org)

Oxfam [oxfam.org](http://oxfam.org)

Oakland Institute [oaklandinstitute.org](http://oaklandinstitute.org)

La Via Campesina [viacampesina.org](http://viacampesina.org)

Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (CLOC-Vía Campesina) [cloc-viacampesina.net](http://cloc-viacampesina.net)

Food First [foodfirst.org](http://foodfirst.org)

## Livres

### *Anglais*

Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice, par Eric Holt-Giménez et Raj Patel avec Annie Shattuck, Fahumu Books et Grassroots International

The Great Food Robbery, par GRAIN

Biofuels, Land Grabbing and Food Security in Africa, édité par Prosper B. Matondi, Kjell Havnevik et Atakilte Beyene

### *Français*

2033, Atlas des futurs du monde, par Virginie Raison

### *Italien*

Food Rebellions, par Eric Holt-Giménez et Raj Patel

Food Movements Unite!, collection d'essais par Eric Holt-Giménez



**Dénonçons l'accaparement des terres !**

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

2033 – Atlante dei futuri del mondo, par Virginie Raison

Land grabbing, par Stefano Liberti, Minimum Fax

Il nuovo colonialismo. Caccia alle terre coltivabili, par Franca Roiatti, Università Bocconi

Le guerre del cibo. Come l'Occidente ha creato una crisi alimentare globale, par Walden Bello, Nuovi Mondi

## **Vidéos**

### *Anglais*

ASO/EJOLT/GRAIN | [Grabbing Gambela](#)

### *Français*

Alexis Marant | [Une planète à vendre](#)

### *Italien*

RAI 3, Report | [Corso alla terra](#)

## **Galleries photo**

### *Anglais*

Alfredo Bini pour la BBC | [Land leasing or land grabbing?](#)

Salena Tramel et La Via Campesina in The Guardian | [Farmers meet to tackle 'land grabs'](#)

### *Italien*

Alfredo Bini pour le Corriere della Sera | [Nuove colonie d'Africa](#)

## **Présentations powerpoint**

### *Anglais*

GRAIN | [Land grabbing and the global food crisis](#)

### *Espagnol*

[Dinámicas en el mercado de la tierra en América Latina y el Caribe](#)



Slow Food®

**Dénonçons l'accaparement des terres !**

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)

## Matériel de campagne Slow Food halte à l'accaparement des terres

Grand poster 1  
Grand poster 2

*Anglais*  
Autocollant  
Brochure  
Bande dessinée

*Français*  
Autocollant  
Brochure  
Bande dessinée

*Espagnol*  
Brochure

*Italien*  
Brochure  
Bande dessinée

*Portugais*  
Bande dessinée



Slow Food®

Dénonçons l'accaparement des terres !

[www.slowfood.com/landgrabbing](http://www.slowfood.com/landgrabbing) – [landgrabbing@slowfood.com](mailto:landgrabbing@slowfood.com)